

mardi 24 avril 2018

## «Macron risque d'être le troisième Président consécutif à ne faire qu'un mandat », Wolfgang Streeck



Wolfgang Streeck est un sociologue de l'économie allemand dont le livre *Du temps acheté - la crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique*, est désormais un classique. Il intervient parfois dans la presse française (*Le Monde*, *Le Monde diplomatique*, *Le Débat*), où il prend des positions iconoclastes, et plaide notamment pour la fin de la monnaie unique européenne. L'entretien ci-dessous a été réalisé et traduit par Jorge Gomes-Ferreira.

\*\*\*

Vous observez beaucoup l'Europe. Après la longue crise politique qui a eu lieu dans votre pays et a amené à la reconduction de la « Grande coalition », après les élections italiennes de mars dernier, où en sommes nous selon vous ?

Nous nous trouvons devant une impasse, devant un équilibre, non pas des forces, mais des faiblesses. Suite aux élections, l'Allemagne n'est plus en mesure de répondre aux attentes de ses partenaires en termes de « réformes », c'est-à-dire en termes de concessions matérielles : l'AfD et le FDP feront tout au *Bundestag* pour dénoncer ouvertement et avec fracas toute initiative qui irait au-delà du traité de Maastricht ou de ce que permet la Constitution allemande. En Italie, depuis la fin de Renzi, il n'est plus envisageable que le pays poursuive les réformes néo-libérales exigées d'elle jusqu'à maintenant. Cela impliquerait que l'Italie puisse attendre de l'Allemagne un soutien économique en retour, qui ne soit pas que symbolique.

En France, en l'absence de larges compromis de la part de l'Allemagne - que celle-ci ne peut concéder - Macron risque quant à lui d'être le troisième président consécutif à devoir tirer sa révérence après n'avoir effectué qu'un mandat. Du coup, son plus grand atout réside dans la peur qu'ont les autres, en particulier l'Allemagne, de ce qui pourrait advenir par la suite.

Bref, tout cela laisse présager une continuation du marasme des dernières années, dans un contexte de mécontentement toujours croissant des citoyens, de déliquescence progressive des institutions européennes et d'accroissement des déséquilibres économiques entre membres.

Dans une tribune dans *Le Monde* en 2015, vous expliquiez que nous devions abandonner l'euro. Êtes-vous toujours aussi opposé à cette monnaie et pourquoi, alors qu'a priori, l'Allemagne en est le principal bénéficiaire ?

En effet, l'Allemagne est, aux côtés de quelques petits pays du Nord, la grande bénéficiaire de l'euro. Si les souverainetés nationales sont maintenues (et soyons sérieux : aucun pays en Europe n'est prêt à abandonner sa souveraineté), une péréquation financière entre Etats ou une politique régionale interétatique est impossible, ou alors uniquement de façon symbolique, c'est-à-dire économiquement sans effet. Or sans union politique, une union monétaire n'est pas tenable. Autrement dit: si ni l'Allemagne ne peut gouverner les autres pays (ni ceux-ci contraindre l'Allemagne), alors les pays qui souffrent d'un tel régime doivent récupérer leur capacité d'action en matière de politique économique.

A titre personnel, je tiendrais pour catastrophique si l'Allemagne s'octroyait le droit de dicter aux Italiens ou aux Français la façon d'organiser leur économie. Mais réciproquement, ce serait une catastrophe de laisser s'imposer une union monétaire dans laquelle les pays partenaires de l'Allemagne définissent ce que celle-ci doit leur prodiguer « par solidarité ».

Il vous est arrivé d'expliquer que la domination allemande sur l'Europe était une « **hégémonie fortuite** ». Pourtant, la République fédérale s'arrange pour occuper quasiment tous les postes d'importance au sein de l'Union européenne. Les Allemands président quatre groupes parlementaires sur huit au Parlement européen dont les deux plus importants, Martin Seydmar a été nommé Secrétaire général de la Commission en dépit de toutes les règles de promotion interne, Berlin souhaite qu'en 2019, un Allemand prenne la tête de la BCE.... tout cela n'est pas fortuit tout de même ?

L'Allemagne est le plus grand pays de l'UE et en est le plus gros contributeur. Cela ne va pas sans conséquences. J'ai surtout l'impression que des Allemands sont avant tout nommés dans tout un tas

politique allemande "européenne". C'est d'ailleurs généralement le cas : considérez par exemple le commissaire Günther Öttinger, ou l'ancien Président du Parlement européen Martin Schulz.

Du reste, la politique allemande est davantage fondée sur le respect des règles que sur la recherche du pouvoir. La République fédérale applique scrupuleusement les règles écrites dans les traités et dans la constitution allemande, ni plus, mais aussi ni moins. C'est là l'explication de ce qui apparaît à d'autres comme de l'entêtement. La France et l'Italie ont signé le traité de Maastricht, et ce sans union politique. Il faut savoir qu'au départ, Kohl ne voulait pas d'une union monétaire sans union politique, mais l'a acceptée au nom de la paix et de la réunification, et imposée en politique intérieure malgré les résistances.

**Dans un long article publié par *Le Débat*, vous vous êtes montré très sévère vis-à-vis de la politique migratoire d'Angela Merkel. Cette dernière en a d'ailleurs payé le prix aux élections de septembre 2017. Sur cette question, où en est l'Allemagne. Va-t-elle parvenir à intégrer les nouveaux venus ? Cela va-t-il l'aider à résoudre son problème démographique ?**

J'ai du mal à appréhender ce mot, "intégrer". Toutes les sociétés d'accueil sont segmentées : partout les immigrés de la première ou de la deuxième génération forment des sociétés parallèles. D'ailleurs tous les groupes d'immigrés ne sont pas égaux dans ce domaine, et il existe dans chaque groupe des différences considérables. Par le passé, nous n'avons pas été très bons en Allemagne lorsqu'il s'est agi d'offrir une égalité de chance aux deuxième et troisième générations d'immigrés : confier les statistiques sur les parcours de formation des jeunes hommes turcs en Allemagne.

Dans l'ensemble et suite à la suite de la vague migratoire de 2015/2016, les allemands vont devoir faire avec un bouleversement culturel et une charge économique considérables, et ce sur le long terme. On ne peut qu'espérer que la paix sociale n'en souffre pas trop. Mais en ce qui concerne le problème démographique, celui-ci n'est de toutes façons pas soluble par une immigration d'asile. Qui plus est, la plupart du temps le taux de fécondité des immigrés s'adaptent dès la deuxième génération à celui des populations locales.

**Pour finir, le « couple franco-allemand », est-ce que ça vous dit quelque chose ? Y croyez-vous ?**

Très honnêtement ce concept ne m'évoque que peu de choses. Nos deux pays sont dans l'obligation de s'accommoder l'un avec l'autre, même si les différences sont nombreuses, dans l'éducation, dans les politiques énergétiques, dans le domaine de la Défense, notamment concernant les interventions (ou plutôt des aventures) militaires comme en Libye ou dans les anciennes colonies françaises.

Pour ma part j'admire la ténacité et l'obstination avec lesquelles beaucoup de Français résistent aux prétendues pressions de la « globalisation » et je souhaiterais qu'on en fasse un peu plus preuve chez nous. Je peux aussi parfaitement comprendre que beaucoup de Français soient irrités par certains traits du mode de vie allemand, par exemple l'évidence avec laquelle on s'y soumet à la rude discipline des marchés et des entreprises mondialisées.

Peut-être n'y a-t-il à ce sujet pas d'alternative et peut-être que Macron est venu pour rééduquer la France suivant le "modèle allemand" et l'adapter au capitalisme financier. Il serait néanmoins nécessaire de comprendre ce que l'on perd dans ce processus et les français semblent être plus nombreux que les Allemands à le comprendre.